

# Garaudy découvre l'anarcho-syndicalisme

Dans le numéro de juin de la revue «Politique d'aujourd'hui», Roger Garaudy répond à un certain nombre de questions concernant la «stratégie révolutionnaire».

Nous avons cru devoir nous y arrêter car Garaudy y fait un certain nombre de «découvertes» fulgurantes qui mettent de l'eau dans le moulin des anarcho-syndicalistes, mais qui, aussi, sont inquiétantes dans la mesure où le contexte idéologique totalement différent dans lequel il les place, risque de détourner ces points de l'objectif révolutionnaire que nous leur donnons: l'autonomie de lutte de la classe ouvrière.

Tout d'abord, Garaudy veut «échapper à la fausse opposition entre grèves revendicatives (...) et grèves politiques (...) Le rapport entre l'économique et le politique et la séparation des deux, ne peuvent plus être conçus comme en 1905 (sic) au temps de la «charte d'Amiens», où l'on pouvait encore à cette étape du capitalisme, limiter les syndicats à la lutte dans l'entreprise (...) alors que les partis politiques de la classe ouvrière avaient pour tâche de combattre un État et un régime où la force de travail est une marchandise».

À titre d'information, rappelons au camarade Garaudy que la charte d'Amiens, écrite en 1906 par des syndicalistes révolutionnaires, refuse précisément cette séparation entre politique et revendicatif, refuse l'ingérence des partis dans les syndicats, refuse de limiter l'action du syndicat à la revendication immédiate, et accorde enfin au syndicat le rôle prépondérant dans l'organisation et la construction de la société socialiste:

«Mais cette besogne (il s'agit de la revendication matérielle)

n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme, dit la charte d'Amiens: il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale...»

Mais poursuivons l'analyse de Garaudy.

Pour l'État, qui aujourd'hui est de loin le plus gros patron, «les interlocuteurs principaux ne sont plus les partis politiques mais les syndicats». Quelle flagrante confirmation des thèses syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes, et venant en plus d'un des plus savants dialecticiens de notre temps! Et, poursuit-il très justement: «Le seul danger serait que les syndicats calquent leurs démarches sur le modèle parlementaire dans les négociations avec le patronat et l'État».

Ce souci d'un camarade (exclu il est vrai) d'une formation politique dont la seule activité «révolutionnaire» actuelle consiste uniquement à briguer le maximum de sièges au Parlement, le souci de ce camarade touchera au plus profond du cœur tous les syndicalistes authentiques, ceux, entre autres, qui ont toujours affirmé que la seule organisation de classe qui doit à la fois défendre les intérêts des travailleurs et préparer la construction du socialisme, est le syndicat.

Ceux qui ont toujours affirmé que les organisations de travailleurs devaient refuser de s'engager sur le terrain de la bourgeoisie, le terrain parlementaire, mais au contraire forcer la bourgeoisie à venir combattre sur le seul terrain où les travailleurs peuvent vaincre, le terrain de la lutte de classes, par la grève, revendicative et politique.

Nous sommes d'ailleurs heureux de voir un intellectuel de la valeur du camarade Garaudy nous rejoindre sur ce point,

puisqu'il va jusqu'à affirmer que la forme principale de lutte (mais non la seule) est la grève générale (que lui appelle «nationale»...)

La nuance est tellement subtile qu'en peut se demander si Garaudy ne fait pas l'âne pour avoir du son. Il fait semblant de ne pas savoir ce qu'est la grève générale, et c'est ce qui lui permet d'introduire la subtile appellation de «grève nationale».

En effet, selon Garaudy, la grève générale n'engloberait que les ouvriers, alors que la grève nationale engloberait, elle, «au-delà de la classe ouvrière», «de larges couches sociales»: fonctionnaires, étudiants, intellectuels, etc. La deuxième différence fondamentale serait que la grève générale ne visait qu'à paralyser la production, alors que sa grève à lui, la grève «nationale», viserait à faire fonctionner les entreprises, administrations, etc.

Une fois de plus, nous devons rappeler que, pas plus que les syndicats n'ont pour rôle exclusif de revendiquer, pas plus la grève générale n'a pour objectif exclusif de paralyser la production. Au contraire, elle devait aboutir à la gestion ouvrière de la production, par l'intermédiaire du syndicat, comme le passage de la charte d'Amiens cité plus haut nous le montre.

Que cherchons-nous à démontrer en nous en prenant à Garaudy?

Que les vérités issues du plus profond de la classe ouvrière sent sujettes à être détournées de leur esprit et récupérées par une minorité de politiciens.

Que nous devons être vigilants et dénoncer systématiquement toutes les tentatives de détournement et de récupération.

Que les travailleurs, par leur pratique quotidienne de la lutte, n'ont pas attendu le camarade Garaudy pour lancer les mots d'ordre: GRÈVE GÉNÉRALE EXPROPRIATRICE et GESTION

OUVRIÈRE.

L'Alliance syndicaliste.